Comité de soutien au Capitaine Paul Watson

POUR QUE LA FRANCE OU UN PAYS DE L'UNION EUROPÉENNE ACCUEILLE **PAUL WATSON**, LE 1ER RÉFUGIÉ POLITIQUE ÉCOLOGISTE

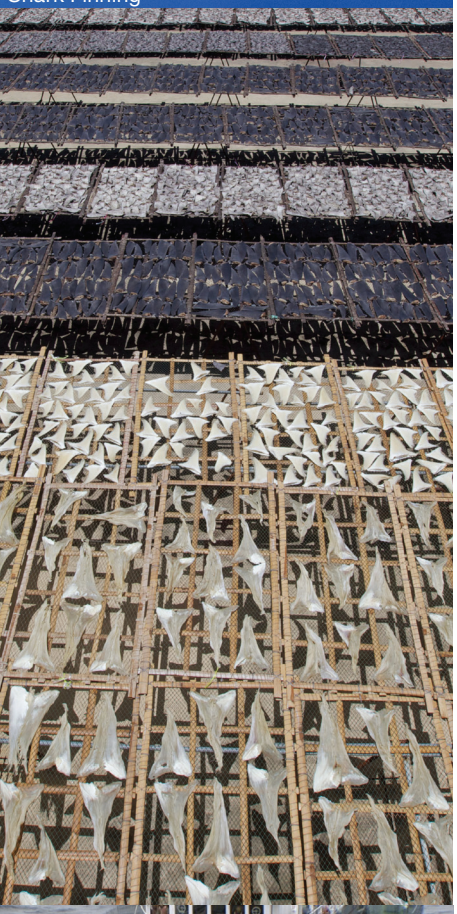
PAUL WATSON, Fondateur et Président de l'ONG internationale de défense des océans SEA SHEPHERD (Berger de la mer) est actuellement en passe de perdre sa liberté, peut être sa vie.

Citoyen d'honneur de la ville française de Saint Jean Cap Ferrat et désigné par Times Magazine comme l'un des vingt plus grands héros écologistes du XXème siècle, Paul Watson est un activiste investi dans la défense des océans depuis plus de 40 ans. Dans son combat pour les océans, il s'est attiré de puissants ennemis, au plus haut niveau des Etats.

SEA SHEPHERD CONSERVATION SOCIETY

www.seashepherd.fr

Shark Finning



Chasse à la baleine dans le sanctuaire austral

Paul Watson a été arrêté à Francfort, en Allemagne le 13 mai dernier, suite à un mandat d'arrêt émis par le Costa Rica pour des faits remontant à 2002. Watson avait alors interrompu une opération de pêche illégale aux ailerons de requins dans les eaux du Guatemala (pratique cruelle qui consiste à découper les ailerons de requins et rejeter leurs corps agonisants à la mer). Watson patrouillait alors sous mandat Guatémaltèque. L'année précédente, les braconniers Costa Ricains mis en cause lors de cette opération avaient été inculpés pour pêche illégale au requin dans la Réserve Marine des Galápagos, classée Patrimoine Mondial de l'Humanité et déclarée Patrimoine en péril par l'Unesco en 2009. Lors de cette opération, Paul Watson n'a blessé personne et n'a endommagé aucun matériel. Il est néanmoins poursuivi par le Costa Rica, dix ans après les faits, pour « mise en danger de la vie d'autrui » alors même que deux juges Costa Ricains successifs avaient déjà prononcé un non lieu à l'époque des faits. Paul Watson fait notamment l'objet d'une notice rouge émise par Interpol qui après l'avoir refusé son inscription dans un premier temps, s'est finalement plié à la volonté du Costa Rica, pays agissant lui même comme « sous-traitant » du Japon.
Car par delà le cas Costa Ricain, Paul Watson s'est surtout attiré les foudres du Japon - troisième puissance économique mondiale - pour ses interventions répétées depuis 8 ans contre la chasse baleinière Japonaise (chasse qui viole le moratoire international sur la chasse baleinière en vigueur depuis 1986) dans le sanctuaire baleinier de l'Antarctique. En 2010, Wikileaks révélait dans la presse que des négociations secrètes entre le premier Ministre Japonais et la secrétaire d'Etat américain, Hilary Clinton visaient à priver Sea Shepherd de son statut caritatif afin de l'affaiblir financièrement. Dans ces cables, le Japon, rendait Sea Shepherd directement responsable du faible rendement de sa chasse baleinière et des dizaines de millions de dollars de pertes qui s'ensuivent (pour la seule année 2011, 172 baleines furent tuées en Antarctique sur un quota fixé à plus de 1000).

En octobre 2011, date de l'émission du mandat d'arrêt Costa Ricain contre Paul Watson, le Japon intentait en parallèle une action contre Sea Shepherd devant la Cour Américaine de Justice pour faire interdire les interventions de l'ONG pour la dans sanctuaire baleinier de l'Antarctique. En mars 2012, le juge américain statua en faveur de Sea Shepherd en rejetant la plainte japonaise.
Par la suite, un mandat d'arrêt aurait été délivré par le Japon visant des infractions imaginaires qui auraient été commises à l'occasion de la campagne 2010 de Sea Shepherd en Antarctique.

Les mandats d'arrêt issus par le Costa Rica (et par le Japon) reposent sur des procédures hautement contestables dont la finalité politique ne fait pas de doute.

Aujourd'hui traqué par la mafia des ailerons de requins, par l'État japonais et son allié l'État du Costa Rica, Paul Watson est devenu « l'écologiste à abattre ». C'est un symbole, poursuivi pour l'exemple. Alors que 700 militants écologistes ont été assassinés au cours de la dernière décennie , réduire le Capitaine Paul Watson au silence, c'est envoyer un message de menace très clair à tous les mouvements de résistance écologiste qui luttent péniblement pour sauver ce qu'il nous reste de biodiversité.

A l'heure où les Nations Unies annoncent la mise en place de l'initiative « Ocean Compact », censée rendre plus efficace la protection effective des Océans, ne laissons pas l'un de leur plus fervents défenseurs être livré aux puissants lobbys qui détruisent impunément la biodiversité marine, mettant ainsi en péril notre avenir et celui de nos enfants.

Déjà en 1992, le Commandant Cousteau tentait de nous alerter : « Les Océans sont en train de mourir sous nos yeux… ». Vingt ans plus tard, l'océan demeure cette vaste zone de non droit dans laquelle les crimes restent impunis et où se joue pourtant, loin des regards de tous, l'avenir de l'humanité.
Car par delà la lutte pour la survie des animaux marins, le combat de Paul Watson est à n'en point douter l'une des plus grandes causes humanitaires au monde. Si les océans meurent, nous mourrons tous, s'il est une évidence à laquelle nous ne pourrons échapper, c'est celle là.

Aujourd'hui, cessons de détourner le regard.

Nous, soussignés, demandons à ce qu'un pays de l'Union Européenne, et pourquoi pas la France, terre d'accueil historique tournée vers l'Océan et pays des Droits de l'Homme, s'engage à donner l'asile politique au Capitaine Paul Watson, l'un des plus grands héros écologistes de notre époque.

Quand l'injustice devient la loi, la résistance devient un devoir.

1Rapport de l'ONG Global Witness